

1er juin 2001, Québec

Remise de l'insigne national du Québec à Michel Rocard

Monsieur l'ancien premier ministre de la République française Michel Rocard,
Madame la Consule générale des États-Unis,
Monsieur Jacques Parizeau,
Monsieur le Maire de Québec,
Chers collègues,
Distingués invités, chers amis,

De 1608 à 1759, quelque dix mille Français, pour le plus grand nombre catholique, mais certaines fois protestants, bravèrent le poudrin, puis la poudrerie, pour s'établir en haute Amérique, et y fonder une nouvelle nation, généreuse, créative, et, enfin, consciente d'elle-même. Hélas! si seulement une fraction des 200 000 huguenots qui durent quitter la métropole à la Révocation de l'Édit de Nantes en 1685 avaient eu le droit de s'établir en Nouvelle-France, le destin de l'Amérique, peut-on rêver, eût été tout autre.

En traversant cet océan Atlantique qui partage nos patries, peut-être avez-vous eu le temps de revoir, en pensée, vos moments d'escapade sur le Tiphée, sur l'Epsilon, esquifs grâce auxquels, en vous enivrant de l'air marin, vous et vos proches vous vous coupiez du monde, quoique lui ne pouvait plus se couper de vous. Vous êtes souvent venu au Québec... souvent... pour peu de temps. Et votre amitié, votre confiance, votre respect ne nous ont jamais quittés. Aujourd'hui, en ce Salon rouge, je vous souhaite la bienvenue, chez vous, parmi nous. Aujourd'hui, le Québec se souvient. En votre personne, il rend honneur à l'intellectuel français, à l'homme d'État, à l'ami indéfectible de notre patrie. Michel Rocard, vous êtes né en août 1930, à Courbevoie. Votre mère, Renée Favre, est institutrice, métier inséré, en France, dans une forte et fière tradition. Par votre père, vous venez d'une grande famille de polytechniciens; Yves Rocard, un grand résistant dans les Forces françaises libres, fait partie de l'élite scientifique française. Il partage d'ailleurs la paternité de l'arme atomique française. L'héroïsme est de famille, chez les Rocard. Votre grand-père, Louis Rocard, est le dernier officier français à mourir en vol, ce 11 novembre, d'un trait, dit-on, de Goering.

Après une jeunesse marquée par le scoutisme protestant, vous optez, à 17 ans, pour l'Institut d'études politiques de Paris, défiant la volonté familiale, qui voyait en vous un futur scientifique. Votre fils, Francis Rocard, reprendra la cordée; il est un des astrophysiciens les plus brillants de sa génération, et un passionné de l'exploration du système solaire. Pour assumer les coûts liés à vos études, vous travaillez comme tourneur-fraiseur. Vous y trouvez Bertin, un ancien du front d'Espagne, qui vous apprendra « la dignité et la grandeur de l'élite ouvrière ». C'est avec ces convictions chevillées au cœur que vous prenez votre première carte de membre d'un parti politique, en 1949, celle de la Section française de l'Internationale ouvrière, la SFIO, le parti de Jean Jaurès.

En 1957, diplômé de l'ENA, vous entrez à l'inspection des Finances, qui vous affecte en Algérie française. L'attachement à votre travail ne vous empêche pas, en parallèle, de dénoncer avec courage la guerre qui fait déjà rage. Votre opposition trouve écho jusqu'à l'Assemblée nationale.

Aux Rencontres socialistes de Grenoble, le premier mai 1966, la carrière politique de Michel Rocard, déjà haut fonctionnaire et professeur à l'ENA, prend son véritable envol. Un Michel Rocard qui – un clin d'œil huguenot – milite alors sous le nom de George Servet. Dans la foulée de cet événement,

vous vous écarterez de la tradition jacobine de la gauche, en prônant l'autonomie régionale. « Nous sommes des girondins », dites-vous. Le « rocardisme », la deuxième gauche, prend forme.

Vous devenez le secrétaire national du Parti socialiste unifié, le PSU, en 1967, poste que vous occuperez jusqu'en 1973. Votre candidature à la présidentielle de 1969 vous révèle au grand public. En octobre de la même année, vous êtes élu à l'Assemblée nationale dans la quatrième circonscription des Yvelines, lors d'une victoire improbable contre le premier ministre sortant, Maurice Couve de Murville. Vous restez fidèle à ce coin de pays, puisque vous êtes sénateur des Yvelines de 1995 à 1997.

Pendant le premier septennat socialiste, vous êtes successivement ministre du Plan et de l'Aménagement du territoire, puis de l'Agriculture. À ce poste, vous faites profiter une Europe en crise de vos talents de négociateur. Les séances-marathons, ainsi que l'imagination tactique et stratégique que vous déployez, n'auront pas été sans refléter une autre de vos passions, les échecs, et vos parties hebdomadaires chez Alain Savary, l'un de vos mentors.

Au cours du second septennat, vous êtes nommé premier ministre, poste que vous occupez trois ans. D'aucuns qualifieront cette période, par boutade, de « cohabitation »! Plusieurs grandes réalisations sont à votre actif, dont, dès votre arrivée, les accords de Matignon sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie. Encore une fois, dans ce cas difficile, vos talents de négociateur hors pair servent l'État. Par la suite, vous instaurez le revenu minimum d'insertion, le RMI, la contribution sociale généralisée, vous réformez la fonction publique, la Poste et France Telecom. Et une réforme remarquée au Québec: celle de l'orthographe! Vous rendez aux nénufars leur orthographe proustienne...

Fervent Européen, vous cédez la mairie de l'îlot vert de Conflans-Sainte-Honorine, que vous occupez depuis 1977, pour devenir député au Parlement européen, en 1994. Vous croyez à une réelle intégration du continent, intégration toutefois qui ne remette pas en cause la légitimité des identités nationales. Pour vous, l'amour de son pays ne se démode pas: « Je trouve du bonheur à faire des choses utiles pour mon pays », dites-vous de votre pays, dont, je vous cite, vous êtes « éperdument fier » d'être citoyen. Pour vous, les principes supranationaux qui guident la construction européenne depuis un demi-siècle peuvent s'harmoniser avec le projet de souveraineté-association, au cœur de la politique québécoise depuis plus de trente ans. Trente ans, aussi, auxquels remontent vos premiers rapports avec le Québec. Nous nous rencontrons la première fois en 1972, alors que Louise Beaudoin et moi accompagnons René Lévesque, chef du Parti québécois, en mission. L'objectif étant d'établir les contacts initiaux entre nos mouvements politiques, encore dans l'opposition, dans l'attente de leur novembre et de leur mai respectifs. La compréhension du grand projet québécois ne devait pas, en France, être le fait d'une seule partie du spectre politique. Immédiatement, nous saisissons la sympathie que vous portez au Québec.

Votre appui à la souveraineté, dans une lettre que vous faites parvenir à Louise Beaudoin, ou votre présence en compagnie de Lionel Jospin, notamment, à la Délégation générale du Québec à Paris le 20 mai [1980], dans l'attente des résultats, en témoignent éloquentement. Et, ce que peu de gens savent, vous avez apporté une contribution à la rédaction de passages du livre blanc sur la souveraineté-association. De ces gestes engagés le Québec se souvient. Aux lendemains du référendum, vous partagez la peine de nombre de Québécois. Dans une lettre de juin 1980 à René Lévesque, vous écrivez: « Vous avez déjà mesuré que l'avenir du Québec dépend des Québécois seuls. Mais cela n'enlève rien ni aux sentiments personnels, ni à l'approbation que beaucoup d'entre

nous portent à votre cause ». De cette marque de solidarité le Québec se souvient. Vous recevez à Paris le premier ministre du Québec, Robert Bourassa, en 1989, dans le cadre des visites alternées des premiers ministres français et québécois. Votre toast en son honneur est témoin de cette relation fraternelle qui unit la France au Québec, puisque vous déclarez que, pour la France, il est désormais un « réflexe » que de regarder outre-atlantique, pour régler un problème de société. De ce respect le Québec se souvient. Vous croyez profondément à une relation solide entre « nos deux pays », comme vous le dites. Dans votre livre *Le cœur à l'ouvrage*, en 1987, vous conseillez aux entreprises françaises de se servir de « ce merveilleux relais sur le continent nord-américain qu'est le Québec » afin de conquérir le marché des États-Unis. Cet appel n'aura pas été vain: depuis dix ans, la France est devenue l'un des premiers fournisseurs d'investissements directs étrangers au Québec. De cette vision le Québec se souvient.

En 1986, en 1991, puis en 1993, vous êtes de retour chez nous. En juillet 1991, nous partageons une passion commune, la voile, alors que nous partons en excursion de Québec à Berthier-sur-Mer. En 1993, dans un discours que vous prononcez pour le 25^e anniversaire du Parti québécois, vous faites un vibrant appel à l'amitié entre les peuples francophones, « une des richesses du monde ». De ce goût pour notre patrie et pour le fait français le Québec se souvient. Votre action politique, désormais centrée sur l'Europe, qu'incarne votre rôle au sein du Parlement européen, sait donner à vos convictions une résonnance nouvelle. Votre porte y est ainsi ouverte aux Québécois de passage à Strasbourg et à Bruxelles.

Le Québec a besoin d'amis, vous l'avez dit, et plus encore dans un avenir proche. Mais nous en avons. Et vous comptez parmi les plus grands. De l'appui que vous apportez le Québec ne cessera de se souvenir. En pensant à toutes ces années qui sont encore devant vous, en saluant avec chaleur votre compagne, Madame Sylvie Péliissier, je vous dis: Bonne vie! Et, pour reprendre vos mots: Bon vent!

Michel ROCARD, au nom du gouvernement du Québec et du peuple québécois, j'ai l'honneur de vous remettre l'insigne d'officier de l'Ordre national du Québec.